

# DÉPASSEMENT DU CAPITALISME ET ÉCOLOGIE

Replaçons le problème dans son contexte :

« Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état de choses actuel.

**Les conditions de ce mouvement résultent de la présupposition qui existe actuellement »**

« Marx peut anticiper sur l'avenir, car il n'invente rien : il inventorie avec une pénétration inégalée les contradictions qui constituent l'essence de la société bourgeoise, par exemple :

- entre la tendance intérieurement illimitée au développement des forces productives objectives et le caractère intrinséquement borné du mode de production des richesses.
- entre les formes aliénées dans lesquelles s'opère la croissance sociale des capacités humaines et leur appropriation par tous les individus comme possibilité et nécessité résultant de cette croissance.

Le développement universel des forces productives objectives s'effectue dans le capitalisme en opposition à celui des travailleurs exclus de toute maîtrise sur elles, ceci ne nous dit, ni quand, ni comment prendra fin cet antagonisme, mais nous indique de manière indubitable que son **dépassement** exige un mode d'organisation où ces forces universellement développées aient passé **sous le contrôle commun de producteurs libres**.

C'est le capitalisme, forme la plus progressive et la plus radicale de la société de classes, qui crée lui-même en négatif « la tête en bas » aime à dire Marx, - les présuppositions de son propre dépassement dans la société sans classes - présuppositions en l'absence desquelles, d'ailleurs toutes les tentatives révolutionnaires ne seraient que donquichottisme.

Comment concilier nécessité de l'histoire et liberté de nos choix pour dégager le réalisable du réel, pour aborder en réaliste le possible? La seule façon d'y parvenir est de travailler à identifier les contradictions fondamentales du présent qui nous indiquent elles-mêmes **la dialectique obligée de leur dépassement jusqu'about**.

Pas plus qu'elle n'annonce le paradis sur terre, la prospective marxienne du communisme n'est parole d'évangile : elle appelle la plus attentive des critiques. Mais seule la résignation sans fond à la barbarie de l'histoire comme à un immuable ordre des choses pourrait la faire passer pour mystique. Si l'on s'attache par delà ses formes révisibles, à son **contenu essentiel – développement universel des forces productives, dépassement des régulations par l'argent capital, appropriation réelle par les producteurs associés de leurs puissances sociales objectives, fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, éliminations des antagonismes de classes, abolition du travail salarié, développement intégral de tous les individus, recomposition de leur emploi du temps, dépérissement de l'état, effacement de l'hostilité entre les nations, désaliénation de la conscience sociale, passage de la contingence à la liberté réelle – n'y-a-t-il pas là, bien plus directement qu'au siècle dernier, une saisissante définition des tâches cardinales auxquelles nous sommes confrontés, des traits indispensables de la civilisation qu'il nous faut construire ? Notre avenir ne se nomme-t-il pas plus clairement que jamais communisme ?** » (citations de Lucien Sève)

J'ajouterai à – développement universel des forces productives – dans le cadre d'un développement humain durable qui induit des rapports rationnels avec la nature.

« Les êtres humains possèdent donc deux « en commun » fondamentaux, le monde naturel et le monde de l'être humain qui ne sont pas indépendants l'un de l'autre : le monde de l'être humain est issu du monde naturel, il se nourrit et se développe à partir de lui, tout en cherchant les voies de son émancipation. Les relations entre ces deux mondes sont donc forcément complexes, voire conflictuelles . Pour les comprendre et les maîtriser, Marx part de la notion de métabolisme, l'étend aux échanges de matière et d'énergie des humains avec la nature et propose, par la visée communiste d'organiser la société pour éviter toute rupture du métabolisme. Donc, au cœur du concept de métabolisme, on trouve : le renouvellement de la nature dans des cycles d'échange de matière et d'énergie ; l'appartenance de l'être humain à la nature ; les rapports, médiatisés par le travail, de l'humanité à la nature ; le double rôle indissociable tenu par l'être humain de production et de consommation ; le souci d'analyser et de combattre les ruptures de métabolisme dans les situations afin d'arriver, avec la société communiste, à « l'unité essentielle de l'homme avec la nature, le naturalisme accompli de l'homme et l'humanisme accompli de la nature, la vraie résolution du conflit de l'être humain avec la nature et avec l'être humain . . . »

« . . . pour une pensée communiste inspirée par Marx, « l'humanité est en développement constant : elle a certes émergé en suivant un processus évolutif biologique naturel, mais elle s'est par la suite autoproduite à travers sa propre histoire. Si bien que la fin en soi de l'humanité n'est pas du tout arrêtée d'avance derrière nous par la nature, mais ouverte devant nous par l'histoire que font les êtres humains. » (Luc foulquier et Roland Charlionet)

Commencer le dépassement du capitalisme et aller vers une société sans classe.

Si le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire ce n'est pas parce que le monde qu'il fait est intenable ! Et le changement n'est pas inéluctable ! Dans sa conférence, à l'agora de l'Humanité, Michèle Riot-Sarcey disait que pour être libre et pouvoir agir, il faut d'abord connaître et comprendre ! Il faut éclairer deux points : 1) le moteur de l'histoire est la lutte des classes (depuis le néolithique la lutte des classes provoque l'évolution ou la non évolution des sociétés ; et les révolutions du vingtième siècle, issues de guerres de libération nationale, dans des pays sous-développés, avec comme base une immense paysannerie, n'ont pas réussi à dépasser le capitalisme) ; 2) le communisme n'est pas fatal (on peut en prendre le chemin, car les présupposés que fabrique le capitalisme en font une voie possible, mais rien ne garantit que les luttes politiques nécessaires existeront et réussiront).

« Si les prolétaires, si les travailleurs ne concevaient pas la possibilité d'une société différente, si tout en constatant la dépendance où ils sont tenus, la précarité dont ils souffrent, ils n'entrevoient pas la possibilité d'une société

nouvelle ; [...]s'ils pouvaient croire à l'éternelle nécessité du système capitaliste, peu à peu cette nécessité s'imposant à eux, ils renonceraient à redresser un système d'injustices. Cette tâche ne leur apparaîtrait pas comme possible. [...] Pour qu'il y ait vraiment lutte de classes, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, **il faut que les salariés espèrent [...] l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés participent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail.** » (Jean Jaurès)

Essayons de proposer un chemin :

- non pas la prise du pouvoir politique, la dictature du prolétariat, la collectivisation des grands moyens de production et d'échange ; un socialisme étatisé (qui n'empêche pas le retour du capitalisme).

- mais **le développement d'un long processus de luttes transformatrices dans tous les secteurs et à tous les niveaux : politique, culturel, économique, social, écologique – local, régional, national, européen, mondial.**

**Ces luttes transformatrices auraient pour objectifs de changer les rapports des êtres humains entre eux et les rapports des êtres humains à la nature, de telle sorte de non seulement, satisfaire les besoins fondamentaux mais de permettre le développement intégral de tous les individus.**

Pierre Laurent a lancé un appel : « C'est le moment d'ouvrir ces espaces, de rencontres, de recherches, de constructions, d'innovation, de luttes et d'actions, ces lieux de valeurs aussi. Partout, faites émerger des fabriques citoyennes, des coopératives populaires d'idées et d'actions. C'est ce mouvement populaire qui peut changer la donne. »  
« ... **travailler aux multiples rassemblements pour redonner espoir et faire rêver à nouveau autour d'un projet d'émancipation** »  
... **qui organise le partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.**

**« le communisme est à la fois le processus et le résultat du dépassement de toutes les grandes aliénations historiques à travers lesquelles s'est contradictoirement développé jusqu'ici le genre humain »**

(exploitation permet de penser le socialisme ; aliénation - terme qui englobe sans la dissoudre l'exploitation économique, mais comme l'une de ses dimensions majeures parmi d'autres non moins essentielles : morcellement biographique, chosification sociale, sujétion politique, illusion idéologique ...constitue la catégorie par excellence du communisme) ;

**Engageons le dépassement du capitalisme : « à la fois suppression, conservation et élévation, autrement dit passage en une forme supérieure », la désaliénation du travail, du pouvoir de l'argent, le dépérissement de l'état de classe (à ce sujet, la répression anti-syndicale montre le caractère de classe de la justice). Le dépassement des rapports marchands, la désaliénation générale des consciences, sont nécessaires pour aller vers l'objectif essentiel du communisme : le développement intégral de tous les individus. »**

« Nous vivons la plus historique des crises de sens, signe manifeste que d'une façon ou d'une autre notre préhistoire sociale ne pourra plus durer plus longtemps : communisme naissant ou déshumanisation finale ? »

Entreprendre la désaliénation culturelle est un levier essentiel pour une transformation de la société par et vers le projet communiste. Comment prendre appui sur cette contradiction nouvelle du capitalisme : d'un côté, il a besoin d'un salariat mieux formé et plus créatif, mais de l'autre, il refuse d'en assumer le coût et de donner aux travailleurs les pouvoirs nouveaux correspondants. La réponse libérale à cette contradiction consiste à transformer profondément les systèmes de création et de diffusion des connaissances et les politiques culturelles pour reconfigurer le salariat et la société de demain, sur la base de trois grands principes : une discrimination accrue (école du tri social, opposition entre une culture marchande et une culture élitiste...) ; l'individualisation de l'accès à la culture, pour isoler les travailleurs, casser la possibilité de qualifications et donc de revendications collectives mais aussi isoler le citoyen, casser la culture commune ; la fragmentation des savoirs pour en limiter la maîtrise par les acteurs.

**La place nouvelle des savoirs et de la création donne une actualité nouvelle aux logiques de partage et de mise en commun qui sont au cœur de notre projet. La création, la culture, ne sont pas des marchandises aliénables. Elles s'enrichissent au contraire d'être partagées. Notre ambition est celle d'une culture émancipatrice, permettant à chacun de prendre pouvoir sur le monde pour le transformer. Il s'agit donc de mettre la place nouvelle des savoirs et de la création au service de l'émancipation par une élévation continue du niveau de formation, de qualification et de créativité.**

**« D'où la nécessité de s'investir sans attendre et sur tous les terrains dans L'APPROPRIATION ASSOCIATIVE DES PUISSANCES SOCIALES ALIÉNÉES : favoriser chez tous et chacun, chacune le développement culturel et pratique des compétences requises pour prendre en main leurs affaires en tous domaines, engager en chaque champ d'activité la construction d'une hégémonie d'idées et de façons de faire transformatrices, aider inventivement les gens à changer leur vie sans délai, remporter sur cette base des succès électoraux non pour s'installer au pouvoir mais pour engager des dépérissements au service d'une croissante prise en main citoyenne, commençant ainsi à rendre tangible la possibilité d'un vrai processus de dépassement du vieil ordre de classe. » (Lucien Sève)**

Changer les rapports entre les êtres humains et les rapports entre les êtres humains et la nature.

C'est **simultanément** qu'il faut entreprendre ces deux actions :

1) prolonger les luttes en les politisant, pour que les ruptures avec le système deviennent des objectifs des producteurs et consommateurs eux-mêmes, pour que **le remplacement de la logique de la rentabilité à court terme et à tout prix par celle de la satisfaction des besoins devienne une exigence majoritaire.**

2) Il est nécessaire et urgent de **rationaliser les échanges entre les êtres humains et la nature, car le capitalisme mondialisé met en cause la vie même de l'humanité :**

- nous avons déjà consommé plus que les ressources naturelles ne le permettent (le jour du dépassement correspond au moment où l'humanité a consommé l'ensemble des ressources naturelles renouvelables que la terre peut générer en une année. En 2017 le jour du dépassement tombe le 2 août ; il faudrait donc 1,7 planète pour couvrir les besoins de l'année!) ; celles-ci s'épuisent de plus en plus rapidement (par exemple le silicium, les métaux rares utilisés dans les ordinateurs, les terres rares . . . ), le productivisme aboutit au saccage de la nature et des êtres humains (gaz de schiste, construction de centrales nucléaires, d'usines, sans le respect de règles de sécurité nécessaires, . . . ;

- les pollutions de l'eau (les continents de plastique dans les océans, . . .), de l'air (les nuages de pollution au-dessus des villes, les pluies acides, . . .) sont une menace pour la santé, et pour la biodiversité essentielle à la survie de l'humanité ; la production de gaz à effet de serre, accélère le réchauffement climatique et va provoquer des catastrophes considérables (augmentation du niveau des mers, fin de l'équilibre des courants océaniques, . . .) Les 500 millions d'individus les plus riches vivant sur la terre (soit 7 % de la population) sont responsables d'environ la moitié des émissions mondiales de CO2 alors que les 50 % les plus pauvres ne produisent que 7 % des émissions.

- la destruction des forêts, des sols (labours profonds, engrais chimiques, cultures industrielles pour agrocarburant, monocultures, agriculture et élevages industriels intensifs dont les conséquences sur la santé sont catastrophiques (dues entre autres par les pesticides, perturbateurs endocriniens, . . .)) .

- les gaspillages du capitalisme : 1680 milliards de dollars dans le monde en 2011 pour les armements ; la durée de vie des équipements diminue, alors que les techniques sont plus fiables, mais l'obsolescence programmée multiplie les profits ; les emballages inutiles (de nombreux produits, dont les médicaments, peuvent être distribués en vrac) ; la débauche mondiale de dépenses publicitaires s'accélère, en 2017 on en est à 500 milliards de dollars ; l'hypertrophie de la finance (73,5 le PIB mondial en 2007) est l'outil principal de ces pillages et de ces dérives mortelles pour l'humanité et la planète.

On ne pourra éviter cet engrenage suicidaire que si l'on engage le dépassement du capitalisme.

**Cela passe tout d'abord par la satisfaction des besoins de mise en sécurité de chacun : assurer la paix, éradiquer la violence entre les êtres humains, éliminer le patriarcat, supprimer toutes les discriminations, bien sûr, mais aussi assurer le développement social et écologique (garantir les droits à la santé, à l'habitat, à la nourriture, à l'énergie, à l'eau, à l'air, au travail, à un cadre de vie de qualité . . .). Il s'agit ensuite de satisfaire la nécessité pour les êtres humains, de maîtriser leur vie dans le cadre d'une temporalité respectée de la nature et cela comprend le temps des apprentissages et du développement personnel. Enfin, chacun doit pouvoir disposer des**

**capacités concrètes à décider en ayant accès à la formation, la connaissance, la culture scientifique et artistique.**

Donnons des exemples **concrets** :

**Il y a nécessité d'un nouveau mode de production et de consommation.**

**1) Sortons l'agriculture et l'élevage du marché capitaliste, nous n'avancerons dans cette voie que si nous en faisons des revendications prises en compte par les citoyens.** Actuellement, les paysans luttent pour obtenir des prix leur permettant de survivre. Nous devrions essayer de politiser cette lutte sociale : en montrant que le seul avenir des petits paysans et éleveurs dans le système capitaliste est leur disparition, en proposant des circuits courts gérés par des coopératives assurant le transport et la distribution, en expliquant les solutions de l'agroécologie, de l'agroforesterie, (récupération des eaux de pluie, plantations d'arbres, d'arbustes, de haies, arrêt de la destruction des sols par les labours, utilisation du couvert végétal, association de cultures complémentaires, arrêt des pesticides, des engrais chimiques ... **Il faut 5 ans pour que le passage à l'agroécologie, permette une meilleure rentabilité, avec des produits de meilleure qualité,** ... c'est à l'état, aux collectivités territoriales d'impliquer les banques dans l'aide à l'agriculture paysanne). Du local au mondial : fixation de prix minimums, stocks alimentaires, stop au TAFTA, au CETA, aux agro-carburants, aux pesticides, **les semences doivent échapper aux multinationales de l'agrobusiness et être mutualisées** . Le scandale, dans un pays comme la France qu'il y ait besoin de restos du cœur, qu'on importe des pommes, des pommes de terre....

**2) Contre le réchauffement climatique : prolonger les luttes pour condamner les pollueurs non pas à des amendes mais à investir dans la recherche pour cesser toute pollution, pour développer l'économie circulaire (écoconception, zéro déchet, recyclage des produits et des déchets), les recherches sur la captation, le stockage et la décomposition du CO2. Développer les énergies renouvelables. Stopper le nucléaire militaire et recycler les industries d'armement correspondantes. Sortir le plus rapidement possible du charbon et du pétrole.** Deux exemples :

1) Les travailleurs de la centrale à charbon de Cordemais (près de Nantes) proposent d'étendre l'utilisation de la bio-masse en substitution au charbon et de recycler le gaz carbonique dans une industrie du bio-carburant basée sur les micro-algues ;

2) Les syndicalistes CGT de Grande Synthé ont proposé (depuis 2014!) de transformer leur raffinerie de pétrole (Total) en un site de production d'hydrogène ;

Développer un grand service public du rail, des transports fluviaux, remplacer les véhicules actuels par des voitures propres (par exemple les voitures à hydrogène, elles existent déjà, il faut développer la recherche pour diminuer leur coût et une véritable volonté politique pour en assurer la production et la logistique).

La production de médicaments et la recherche doivent être rationalisées et mutualisées au niveau mondial : laboratoires et industries doivent être placés dans le

cadre d'un service public mondial, **la santé pour toutes et tous doit devenir un bien commun de l'humanité. A quand un service public européen du médicament ?**

Tous les problèmes étant liés, cela exige aussi le contrôle des industries chimiques, des industries agro-alimentaires, de la production agricole, de la pêche ... Pour arrêter la production de pesticides, de perturbateurs endocriniens, pour aller vers l'abandon de l'agriculture industrielle, et que **chaque région du globe aille vers l'autosuffisance alimentaire, pour éradiquer enfin la faim et la malnutrition, la lutte doit devenir mondiale.**

Un autre exemple : l'équipe de « Cash-Investigation » a fait un reportage sur la production de coton. Le coton ouzbek est le moins cher et celui de meilleure qualité : **récolté à la main grâce au travail forcé de fonctionnaires, d'enfants, il n'est pas abimé par une machine.** Il est envoyé dans des usines de tissage au Bangla-Desh, où la main d'œuvre féminine est quasiment réduite à l'esclavage, et les firmes occidentales (Tex Carrefour, Zara, H&M, . . . ) fabriquent des vêtements à des prix records. Certes c'est aux salariés impliqués dans cette chaîne de production de lutter et bien sûr, des réglementations peuvent être obtenues et, avec les intéressés, nous pouvons lutter pour obtenir des mesures internationales contre le libre-échange des multinationales ; **mais changer de mode de production et de consommation exige de lutter pour dépasser ce capitalisme mondialisé : inscrivons dans le projet communiste la transformation des ressources naturelles, la production des ressources agricoles et d'élevage, l'eau, l'air, les sols les forêts etc . . . en biens communs de l'humanité.**

### **3) Dépasser le capitalisme c'est en même temps :**

Avoir pour objectif **la désaliénation du du travail, pour qu'une part toujours plus importante de celui-ci devienne réalisation de soi, et que son objectif soit la création de valeurs d'usage plutôt que de valeurs marchandes.**

Est nécessaire un nouveau statut juridique de l'entreprise, la réhabilitant en tant que collectif humain créateur de richesses et la sortant de la gouvernance actionnariale pour y faire entrer la démocratie, c'est à dire de nouveaux droits pour les salariés leur permettant de : **bloquer les plans de licenciement et les délocalisations, d'intervenir sur les conditions de travail sur la gestion des investissements et de la production (nouveaux critères de gestion sociaux et environnementaux, réinvestir et partager la plus-value autrement, en ayant pour ligne directrice l'économie de capital et le développement du travail vivant), sur l'organisation du travail (notamment organisations « apprenantes », partage des savoirs et savoir-faire, expérimentation collective et évaluation en commun de la coopération, transmission de l'expérience accumulée par les « anciens » ...).**

Changer la place, le rôle, la nature du travail ne peut se réaliser qu'en établissant un nouveau mode de développement compatible avec notre écosystème sans épuiser les ressources et générer des pollutions destructrices, et devant permettre l'émancipation humaine et l'accomplissement de la personne. Ce nouveau mode de production et de consommation, c'est partir des besoins (qui ouvrent un débat à part entière), de l'appareil productif nécessaire pour les satisfaire, de la nature de la production dans un cadre durable (aller vers zéro déchet), économe des ressources . **C'est engager l'économie**

circulaire, l'écoconception ; mettre en place la formation initiale et continue des salariés (zéro chômage) ; viser l'élévation du niveau de connaissances, permettre l'accès pour tous à la culture scientifique et artistique pour être en capacité concrète de décider ; impulser la recherche, débattre de son rôle, de la maîtrise citoyenne de ses applications, de la place de la science dans la société ; développer l'accès de tous à la révolution numérique (logiciels libres, plate-formes participatives, fab-lab, . . .) ;

Développer les biens communs de l'humanité et leur gestion collective : appeler les citoyens ici et maintenant à engager toutes initiatives les conduisant à se ressaisir de leurs biens communs. (qui sont « . . . des biens, des services ou des activités sont déclarés comme n'appartenant à personne, comme étant « inappropriables ». Cela ne signifie pas qu'ils sont en deshérence. Cela signifie en revanche qu'ils sont gérés [ou « gouvernés »] de telle manière que leur usage [l'« Usus » du droit romain] est partagé selon des règles définies en commun mais que personne ne détient l'« Abusus », c'est-à-dire le droit de vendre ou de donner, de démanteler ou de détruire. Ces derniers éléments sont des caractéristiques essentielles du droit de propriété qui est ainsi remis radicalement en cause. La gestion des communs obéit ainsi à une logique alternative : celle du partage du droit d'usage et du maintien en bon état [voire du développement ou de l'amélioration] pour les générations futures. » Alain Obadia)

Développer l'appropriation sociale du système bancaire, la gestion démocratique et l'extension des services publics ; développer l'économie sociale et solidaire (réseaux de coopératives, SCIC – SCOOP - CAE. . . ) ; territorialiser l'économie (croisement fondamental entre ESS et économie circulaire), dans le cadre d'une planification écologique dont le congrès devrait préciser les contours : faut-il (comme le propose Paul Sindic) créer de nouvelles structures décisionnelles regroupant salariés, consommateurs, représentants des collectivités territoriales, (notamment pour gérer des fonds régionaux ?). . . organisant des va-et-viens entre le local, le national, voire l'europpéen et le mondial ? Faut-il qu'il y ait 40 % des droits de vote aux salariés dans les organes de décision centraux des grands groupes ? Mais on ne peut attendre des changements par le sommet sans les commencer à la base. Sans avancer vers ces changements, l'émancipation du travail restera illusoire.

4) Ce qui précède ne peut s'engager que si simultanément s'engage la désaliénation par rapport à l'argent :

La seule possibilité est que les citoyens s'impliquent dans les luttes pour partir à la CONQUÊTE DE NOUVEAUX POUVOIRS AU NIVEAU LOCAL (nouveaux pouvoirs des salariés dans l'entreprise), RÉGIONAL (fonds régionaux pour l'emploi, la formation, la recherche), NATIONAL (création d'un pôle financier public), EUROPÉEN (fonds de développement économique, social et écologique, nouveau rôle de la BCE) ET MONDIAL (lutte contre les paradis fiscaux, la spéculation, le TAFTA . . . ). Ce serait une première dans l'histoire : la conquête par les citoyens d'un pouvoir direct sur l'utilisation de l'argent, monopolisé depuis des siècles par les détenteurs du capital.



Conclusion :

« Deux chantiers me semblent essentiels à ouvrir.

Le chantier de la solidarité :

Il s'agit de renouer des liens fraternels et de produire du commun dans la cité, l'entreprise, l'école, les espaces associatifs et culturels. Il s'agit aussi de repolitiser les enjeux, les luttes et les aspirations, en inventant des modes citoyens d'exercice de la politique qui intègrent et élargissent les formes partisans dans des espaces citoyens qui rassemblent les différences tout en les respectant, afin de construire du commun.

Le chantier du projet et de l'alternative :

C'est sans doute le chantier majeur parce qu'il s'agit de forger la trame d'un projet alternatif au néo-populisme qui nous enfonce dans les ténèbres, comme au néolibéralisme qui nourrit la vague brune. Il faut construire ensemble le projet d'une société d'émancipation humaine qui dessine les contours du dépassement de ce capitalisme financier, productiviste et consumériste, d'en finir avec toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation de l'homme par l'homme, de la femme par l'homme, de la nature par l'activité humaine ; de penser l'émancipation à partir de l'égalité des droits, l'éradication des discriminations et l'autonomie des individus ; le développement humain, durable et solidaire à l'aide de l'appropriation citoyenne des biens communs et la préservation de la planète ; la civilisation avec le partage des savoirs, des arts et des cultures ; la révolution citoyenne pour une refondation de la République, de la laïcité et de la démocratie. C'est en éclairant l'avenir que nous nous garderons de la barbarie. » (Alain Hayot)

Jean-Pierre Israël.